

Guerre de l'*hubris* et guerre hybride

par **Alain Cambier**

Chercheur associé à l'UMR 8163 « Savoirs, textes, langage » (STL) de l'Université de Lille.

« La Dmesure (*hubris*), mère effrontée du mépris »¹. En imposant la guerre à l'Ukraine, Poutine a exprimé son mépris : mépris de la souveraineté de l'Etat ukrainien, mépris du droit international humanitaire, mépris de la liberté des peuples, mépris du mode de vie démocratique. Toute crise aiguë est en même temps un moment révélateur où les masques tombent. En critiquant Lénine pour avoir reconnu des droits aux nezavisimtsi (« indépendantistes ») de l'époque² et en dénonçant également la plateforme du parti communiste de l'Union soviétique de septembre 1989 qui garantissait la souveraineté des républiques fédérées³, le chef actuel du Kremlin a montré que son bellicisme assumé ne relève pas d'une simple nostalgie de l'ex-URSS, mais bien de vouloir recréer un empire russe : la Novorossia. Cette ambition impérialiste le conduit à prétendre cyniquement imposer sa puissance à des territoires sans tenir compte des peuples, quitte à mener une « guerre totale »⁴ à nos portes et à déstabiliser tout le continent européen. La singularité de ce nouvel impérialisme est de mobiliser toutes les armes de la « guerre hybride », jusqu'à menacer d'utiliser des moyens surpuissants⁵.

La caractéristique de l'invasion de l'Ukraine par la Russie est qu'elle recourt à tous les moyens sophistiqués de la « guerre hybride » qui combine désormais la coercition militaire conventionnelle avec des cyberattaques, la mobilisation de forces mercenaires comme Wagner ou les milices Tchétchènes de Kadyrov, la menace de destruction de satellites et la modification de la grammaire nucléaire, avec surtout en couverture la manipulation systématique des opinions publiques. Cette dernière témoigne du rapport toujours étroit entre post-vérité et violence nihiliste.

Désinformation et négationnisme

Recourir au mensonge pour déclarer une guerre n'est pas une nouveauté et chacun garde en tête le rôle de la dépêche d'Ems envoyée par Bismarck pour manipuler l'opinion publique afin que les Français, par réaction, passent pour être à l'origine de la guerre de 1870. Marc Bloch a lui-même souligné combien la guerre favorise la propagation des fausses nouvelles⁶. Pour justifier son invasion de l'Ukraine, Poutine avait aussi besoin d'un grand mensonge, en l'occurrence celui selon lequel les populations du Donbass seraient

victimes d'un « génocide ». Cette désinformation relève, depuis longtemps, d'un usage érigé en système par le chef du Kremlin pour lui permettre de justifier ses décisions autoritaires. Il s'agit de renouer avec le révisionnisme historique que Staline avait mis en place pour justifier ses purges successives. Le déni de l'Holodomor ou génocide par la faim perpétré par Staline aux dépens de l'Ukraine - qui fit plusieurs millions de victimes, dans les années 1932-1933 - ne put lui-même être levé qu'avec la chute de l'URSS, en 1991. Les régimes tyranniques n'hésitent pas à reconstruire radicalement l'histoire selon leurs intérêts immédiats. Aussi, fin décembre 2021, la dissolution de l'ONG *Mémorial* - dont le prix Nobel et dissident Sakharov avait été, au départ, le président - est apparue comme le signe annonciateur d'une volonté systématique de mettre au pas le travail des historiens afin de s'en tenir, en toutes circonstances, à un récit officiel au service du pouvoir. Nous avons déjà vu, aux Etats-Unis, combien la propagation d'alternatives à la vérité - d'*infox* - pouvait conduire à la violence⁷, mais ici force est de constater que la volonté farouche de faire la guerre à la vérité contribue à entretenir la logique du pire.

¹ Pindare, 13e Olympique, 10.

² « Lénine et ses camarades ont agi de façon peu délicate avec la Russie : ils ont pris à celle-ci, lui ont arraché une partie de ses territoires historiques » discours de Poutine à la télévision russe, le 21-02-2022.

³ « En septembre 1989, un document, en fait fatal, a été adopté au plénum du comité central du PCUS » *ibid*.

⁴ L'expression est utilisée par Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

⁵ « Quiconque entend se mettre sur notre chemin doit savoir que la réponse russe sera immédiate et aura des conséquences jamais vues dans votre histoire » » *dixit* encore Poutine. Le 27 février suivant, le président russe a annoncé « mettre les forces de dissuasion de l'armée en régime spécial d'alerte au combat ».

⁶ Cf. *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles*, Revue de synthèse historique, t. 33, 1921.

⁷ Ce fut le cas avec Colin Powell qui, pour justifier en 2003 la guerre en Irak n'hésita pas à avancer de fausses preuves, au sujet de la prétendue possession par Saddam Hussein d'armes de destruction massive, mais ce fut le cas plus récemment avec le coup de force contre le Capitole, à Washington, par une foule déchaînée de « républicains » trumpistes gavés de thèses complotistes.

Il est tout à fait légitime pour un être humain de construire des fictions afin de fuir parfois une réalité trop pesante ; en revanche, l'utilisation politique de contre-vérités vise à annihiler la réalité objective⁸, pour lui en substituer une autre construite artificiellement, à l'aune de ses fantasmes. Ainsi, justifier la guerre en affirmant que « l'Ukraine a été créée par la Russie bolchevique » et prétendre aujourd'hui la « dénazifier », la « décapiter » ne confine pas seulement à la paranoïa⁹, mais exprime la volonté de supprimer ce pays de la carte des Etats. Lorsqu'il se livre, à la télévision russe, à des confessions déductives pour se raconter des histoires, Poutine ne vise qu'à justifier une entreprise de destruction de masse en Ukraine afin d'en éradiquer l'existence géopolitique et l'assimiler purement et simplement. Au nom d'une prétendue homogénéité russe orthodoxe, le personnage va même jusqu'à préconiser une « purification » nécessaire de son propre peuple¹⁰.

Bafouer toutes les règles de la guerre

Alors que la Russie fait partie du conseil de sécurité de l'ONU, l'invasion de l'Ukraine apparaît comme une violation flagrante du droit international public. Il a fallu beaucoup de temps pour ériger un tel type de droit humanitaire : dans son *Droit de la guerre et de la paix*, Grotius avait été l'initiateur d'un droit plus étendu que le droit civil, « ayant acquis force d'obliger par un effet de volonté de tous les peuples », et, à la suite de Kant¹¹, des juristes comme Bluntschli et surtout le russe Fyodor Martens furent à l'origine d'un « droit international des Etats civilisés », qui conduisit à la fondation de la SDN, puis à la charte des Nations Unies de 1945. Avec la fondation de l'ONU, le normativisme juridique de Kelsen trouva son accomplissement : la subordination juridique des êtres humains aux règles, dans le cadre de l'Etat de droit¹², pouvait s'étendre au droit international. En bafouant ce droit, la Russie se met donc au ban des nations. Mais la régression politique ne s'effectue pas seulement par rapport à la guerre en normes : elle vise aussi la « guerre en formes ». Cette exigence élémentaire d'un *jus in bello* avait été théorisée, au XVIII^e siècle, par Vattel dans son *Droit des gens*. Nous en retrouvons la formulation chez Von Clausewitz, lorsqu'il affirme que « la guerre est la simple (*blos*) continuation de la politique par d'autres moyens »¹³. Selon lui, la guerre possède sa propre grammaire, avec des règles que sont censés respecter les stratèges militaires, et sa propre logique relève, en dernière instance, du politique. En ce sens, il ne peut y avoir de « montée aux extrêmes » au point de vouloir anéantir son adversaire, ni d'ennemis absolus. Or, en faisant passer les représentants politiques de l'Ukraine pour « des drogués » et « des néonazis », il s'agit de les pointer - vis-à-vis de l'opinion publique russe - comme incarnant le mal absolu qui, au

dire de ce *bullshitting*¹⁴, n'auraient donc aucune légitimité et ne mériteraient aucun respect. La tactique n'est pas en soi nouvelle, mais le paradoxe est qu'elle s'applique ici à un peuple proclamé « frère ». En déconsidérant totalement l'ennemi, il s'agit de se donner le beau rôle d'une sorte d'Etat gendarme qui présenterait sa guerre comme une simple opération de police, une simple « opération militaire spéciale » contre un « ennemi injuste »¹⁵ assimilé à un délinquant. Dans le cas du caractère asymétrique des rapports entre la Russie et l'Ukraine, il s'agit surtout de justifier le droit du plus fort au point de faire peser une menace existentielle sur la population elle-même qui serait nécessairement « coupable » d'avoir élu démocratiquement ses représentants. Poutine n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il a déjà mené deux guerres qui bafouaient toutes les normes et toutes les formes : en Tchétchénie et, plus tard, en Syrie, sans compter les annexions totalement arbitraires, en 2008, de territoires en Géorgie¹⁶ et, en 2014, de la Crimée. Certains ont comparé l'invasion actuelle de l'Ukraine à celle, en 1938 de la Tchécoslovaquie ou en 1939 de la Pologne par Hitler, mais ce dernier ne disposait pas de l'arme nucléaire... D'autres veulent comparer Poutine à Staline, mais il faudrait plutôt mettre en parallèle son parcours avec celui de Béria qui du NKVD était passé au *Politburo*... Toujours est-il que les attaques commises contre les civils ukrainiens et la destruction systématique de leurs villes - comme ce fut le cas également à Grozny - doivent être considérées comme des crimes de guerre et que, bafouant toutes normes et tous codes, Poutine lui-même est susceptible de relever aujourd'hui de la Cour pénale internationale. Ivre de son pouvoir nihiliste, Poutine se fait l'absurde émule de l'*Ubu roi* d'Alfred Jarry.

Régime de terreur versus aspirations démocratiques

Arrivé au pouvoir il y a 22 ans à l'occasion d'une guerre vicieuse, le chef du Kremlin a fait de la guerre la clé de sa politique : « Poutine existe grâce à la guerre et a prospéré par la guerre » souligne Jonathan Littel¹⁷. Avec lui et à l'encontre de ce que déclarait Clausewitz, c'est plutôt la politique qui est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Le « droit des gens » se réduit alors à un retour à une sorte d'état de nature régi par la loi du plus fort, où le droit à la pléonexie - c'est-à-dire à revendiquer plus que son lot¹⁸ - légitime tous les abus. Thucydide soulignait déjà, dans l'Antiquité, que toute politique d'expansionnisme violent à l'extérieur ne pouvait que susciter des effets pervers à l'intérieur, en particulier favoriser la tyrannie. D'Ivan le Terrible à aujourd'hui, l'écrivain dissident Vladimir Sorokine a décrit une sorte de malédiction du pouvoir russe autocratique :

⁸ Comme l'avait déjà montré Georg Orwell, avec le « *Newspeak* » que l'on traduit par « *Novlangue* » et qui consiste à inverser le sens des faits : « La guerre, c'est la paix ; l'esclavage, c'est la liberté ; l'ignorance, c'est la force ».

⁹ En 2014, à la suite d'une longue conversation avec Poutine, Angela Merkel avait déclaré : « Il a perdu contact avec la réalité ».

¹⁰ Cf. l'allocation télévisée de Poutine du 16-03-2022.

¹¹ Cf. Kant, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique, Projet de paix perpétuelle, Doctrine du droit* (notamment § 61).

¹² Mettre les lois au-dessus des hommes plutôt que les hommes au-dessus des lois.

¹³ Cf. Von Clausewitz, *De la Guerre*, éd. de Minuit, 1970, p. 67.

¹⁴ Cf. L'essai de Harry G. Frankfurt *On Bullshit*, traduit en 2006 sous le titre *De l'Art de dire des conneries*, éd. 10 /18.

¹⁵ Kant s'était déjà opposé à toute considération d'une « ennemi injuste » : « On ne peut concevoir entre les Etats de guerre punitive (*bellum punitivum*) » *Projet de paix perpétuelle*.

¹⁶ En l'occurrence, l'Ossétie du sud et l'Abkhazie, deux régions séparatistes de Géorgie.

¹⁷ Cf. l'article de Jonathan Littel dans *Le Monde* du 4 mars 2022 et intitulé *Tant que Poutine restera au pouvoir, personne ne sera en sécurité*.

¹⁸ L'expression de « pléonexie » est revendiquée par Calliclès, ce personnage du *Gorgias* de Platon qui faisait l'apologie du droit du plus fort et de la tyrannie.

« La structure du pouvoir n'a pas changé depuis cinq siècles. La pyramide du pouvoir contamine le dirigeant, lui instille le poison du pouvoir absolu ». Avec Poutine, la violence politique contre les opposants de l'intérieur n'a fait que s'aggraver au cours des années. L'assassinat en 2006 de la journaliste d'investigation Anna Politkovskaïa a révélé le cynisme moral et politique du personnage. De même, l'assassinat en 2015 de l'opposant Boris Nemtsov à deux pas du Kremlin a montré qu'aucune opposition sérieuse ne pouvait être tolérée. La tentative d'empoisonnement en août 2020 d'Alexeï Navalny, aujourd'hui emprisonné, et le harcèlement de ses soutiens furent d'autres signes de cette dérive du régime de s'en remettre exclusivement à une logique de puissance pour faire la guerre à ses propres concitoyens¹⁹. Encore en janvier 2022, un humoriste a dû fuir la Russie pour avoir critiqué l'oligarque proche du chef du Kremlin qui a créé les milices *Wagner*. Depuis l'entrée en guerre, de nombreux citoyens russes ont dû s'exiler pour échapper à la répression policière... Mais si Poutine veut à tout prix mettre au pas l'Ukraine, c'est justement parce que celle-ci offrait le miroir à l'envers de son régime, le miroir de ce qu'aurait pu être la Russie sans l'oppression de ce régime, le miroir de la démocratie. Officiellement reconnue indépendante depuis 1991, l'Ukraine avait tenu, avec la « révolution orange » de 2004 à se démarquer de la puissance russe, d'autant plus qu'au fur et à mesure de l'exercice du pouvoir par Poutine tout espoir de démocratisation s'y envolait. En 2014, la révolution sanglante de Maïdan à Kiev avait été vécue comme la « révolution de la dignité » : elle avait permis de renverser le dirigeant pro-russe qui avait tourné le dos à l'Europe pour s'aligner totalement sur la Russie, à l'issue d'un voyage humiliant à Moscou en décembre 2013. Aussi la démocratie ukrainienne était devenue le repoussoir absolu et obsessionnel du Kremlin : plus la Russie s'enfonçait sous la férule d'un régime autocratique et policier, plus l'Ukraine affichait sa volonté d'émancipation démocratique. C'est donc aussi l'aspiration universelle à la liberté que Poutine entend aussi aujourd'hui annihiler²⁰.

Une menace existentielle pour toutes les démocraties

En poursuivant ses opposants ou dissidents jusque dans les capitales européennes, Poutine a montré que son ressentiment pouvait ne pas avoir de limite. Son expansionnisme non plus : en janvier 2018, il envoya ses mercenaires Wagner en République centrafricaine, de même en Lybie et aujourd'hui encore au Mali. Depuis l'été dernier, il aide le

Biélorusse Loukachenko à réprimer son peuple après que celui-ci ait contesté le résultat d'élections truquées. Mais ce qu'il vise avant tout est de saper les fondements de nos propres démocraties, en devenant le fer de lance du réseau international des régimes autoritaires. L'ironie de l'histoire est qu'il a fallu que ce soit d'Ukraine qu'un président qui n'était en rien destiné à devenir un héros - Volodymyr Zelensky - nous fasse pourtant prendre conscience de nos lâches accommodements et incarne la résistance à l'oppression. Si les russes n'ont accès depuis longtemps qu'à une information biaisée, le pouvoir du Kremlin a également entrepris de phagocyter le « marché des opinions » propre à nos démocraties, pour euphémiser ses coups de force et exacerber, en revanche, toutes les tensions ethniques sociales, politiques ou religieuses qui traversent nos sociétés. Une sourde guerre à l'information objective favorisant la « discroyance »²¹ s'est déroulée lors du vote pour le Brexit, de l'élection de Donald Trump, de l'émergence de l'« *alt-right* », des mouvements complotistes comme QAnon ou les antivax, etc. Il n'est pas étonnant que ceux qui sont aujourd'hui les plus grands défenseurs de l'invasion russe soient des personnages comme Steve Bannon, l'âme damnée de l'extrême droite américaine et européenne. L'enjeu est bien de dévaluer la valeur de vérité et celle des faits pour instiller un doute corrosif sur nos valeurs, multiplier les interprétations alternatives et gagner la bataille du narratif. Cet usage systématique de la post-vérité n'a finalement pour but que de justifier le régime de la force contre celui du droit, en faisant implorer les démocraties du dedans, voire en les menaçant de les faire exploser littéralement du dehors. Il ne faudrait donc pas que face à la désinformation systématique du pouvoir poutinien, les démocrates sombrent eux-mêmes dans une autre forme de déni, par peur, par tactique, ou par complaisance : celui de croire que leur ennemi n'en serait pas vraiment un et qu'elles pourraient cultiver vis-à-vis de lui une forme de neutralité, en se livrant à des proclamations incantatoires. L'histoire nous rappelle qu'un ennemi non reconnu est toujours plus dangereux qu'un ennemi reconnu et qu'il faut du courage pour le reconnaître. La « neutralité » est justement l'objectif recherché par celui-là même qui entend neutraliser toute velléité d'assistance à un peuple en péril²², en passant d'une stratégie dissuasive de l'arme nucléaire à la menace offensive de cette arme. Devant ce chantage exercé par un autocrate sanguinaire adepte de la « paix des cimetières », il ne suffira certainement pas d'espérer que, malgré l'endoctrinement des foules et leur consentement au déni, les russes aiment leurs enfants toujours autant que nous²³.

¹⁹ Harcelée par le pouvoir poutinien, la journaliste indépendante Irina Slavini, en octobre 2020 s'est suicidée par le feu, en public, le 1er octobre 2020, pour témoigner de l'impossibilité d'informer objectivement.

²⁰ En réponse, cf. l'appel de Jonathan Littel intitulé *Mes chers amis russes, c'est l'heure de votre Maïdan*, dans *Le Monde* du 29-03-2022.

²¹ Sur le concept de « discroyance », cf. mon ouvrage *Philosophie de la post-vérité*, éd. Hermann, 2019, p. 143-147.

²² La « responsabilité de protéger » (R2P) a été validée par l'ONU en 2005.

²³ « *Il hope the Russians love their children too* » : Sting vient de nouveau d'enregistrer, en raison du contexte actuel, sa célèbre chanson *Russians*.